

**MINISTERE DES COMMUNICATIONS  
ET DE L'INFRASTRUCTURE**

F. 99 — 2165

[C - 99/14157]

**28 MAI 1999. — Arrêté royal portant exécution de l'article 15  
de la loi du 17 mars 1997 relative au financement du projet TGV**

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que le Gouvernement à l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté trouve son fondement légal dans l'article 15 de la loi du 17 mars 1997 relative au financement du projet TGV, tel que modifié par la loi du 3 mai 1999. Cet article habilite Votre Majesté, jusqu'au 30 juin 1999, à prendre toutes les mesures utiles « en vue de régler la mise à la disposition de la S.N.C.B. de la somme que le Royaume des Pays-Bas paierait à l'Etat à titre de contribution à la réalisation du tronçon du projet T.G.V. entre Anvers et la frontière néerlandaise selon le tracé dit E19 ».

Pour rappel, aux termes d'un traité du 21 décembre 1996, approuvé par la loi du 10 août 1998, la Belgique et les Pays-Bas sont convenus de construire la liaison ferroviaire pour trains à grande vitesse entre Anvers et Rotterdam selon un tracé longeant principalement l'auto-route E19-A16. Dans le même traité, les Pays-Bas se sont engagés à dédommager la Belgique à hauteur de 823 millions de florins néerlandais pour les surcoûts que ce choix de tracé entraîne pour la Belgique par rapport à un tracé alternatif longeant la route A12. Entretemps, les Pays-Bas ont effectivement versé ce montant à la Belgique.

Ainsi que l'autorise le traité précité, la Belgique a confié la construction du tronçon belge de la ligne en question à la Société nationale des Chemins de fer belges (la « S.N.C.B. »). En contrepartie, en vertu de l'article 39 du deuxième contrat de gestion entre l'Etat et la S.N.C.B., l'Etat s'est engagé à mettre la contribution payée par les Pays-Bas (majorée des intérêts) à la disposition de la S.N.C.B. en trois tranches successives de 6 183,2 millions de francs belges au plus tard le 30 juin de chacune des années 1999, 2000 et 2001.

Le présent arrêté vise à régler les modalités de cette mise à disposition. Celle-ci prendra initialement la forme d'un prêt sans intérêt; ce prêt sera converti en capital dès la mise en service de la ligne TGV entre Anvers et Rotterdam, actuellement prévue pour 2005.

Dans la première phase, la Financière T.G.V. est chargée de contrôler l'affectation des fonds à la réalisation du tronçon belge de la ligne TGV en question. La S.N.C.B. pourra être amenée à rembourser l'emprunt en cas de manquement à ses obligations en vertu du présent arrêté ou relatives à la bonne exécution des travaux.

Après la mise en service de la ligne, le prêt sera consolidé en capital, plus particulièrement dans la partie du capital social de la S.N.C.B. visée à l'article 56 de la loi du 20 décembre 1995 portant des dispositions fiscales, financières et diverses. Il s'agit de la partie du capital constituée actuellement par les dotations annuelles de l'Etat pour le financement d'investissements effectués par la S.N.C.B. dans le cadre de ses missions de service public.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,  
Le Ministre des Transports,  
M. DAERDEN  
Le Ministre des Finances,  
J.-J. VISEUR

**MINISTERIE VAN VERKEER  
EN INFRASTRUCTUUR**

N. 99 — 2165

[C - 99/14157]

**28 MEI 1999. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 15 van  
de wet van 17 maart 1997 betreffende de financiering van het  
HST-project**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat de Regering de eer heeft aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, vindt zijn wettelijke grondslag in artikel 15 van de wet van 17 maart 1997 betreffende de financiering van het HST-project, zoals gewijzigd bij de wet van 3 mei 1999. Dit artikel machtigt Uwe Majesteit om, tot 30 juni 1999, alle nuttige maatregelen te nemen « tot regeling van de terbeschikkingstelling aan de N.M.B.S. van de som die het Koninkrijk der Nederlanden aan de Staat zou betalen als bijdrage tot de verwezenlijking van het traject van het HST-project tussen Antwerpen en de Nederlandse grens volgens het zogenaamde E19-tracé ».

Ter herinnering, luidens een verdrag van 21 december 1996, goedgekeurd bij de wet van 10 augustus 1998, zijn België en Nederland overeengekomen om de spoorverbinding voor hogesnelheidstreinen tussen Antwerpen en Rotterdam aan te leggen volgens een tracé voornamelijk gebundeld met de autosnelweg E19-A16. In hetzelfde verdrag heeft Nederland zich ertoe verbonden om België ten bedrage van 823 miljoen Nederlandse gulden te vergoeden voor de meerkosten welke deze tracékeuze voor België meebrengt in vergelijking met een alternatief tracé gebundeld met de autoweg A12. Nederland heeft dit bedrag intussen daadwerkelijk aan België gestort.

Zoals voornoemd verdrag het toelaat, heeft België de aanleg van het Belgisch traject van de bewuste lijn toevertrouwd aan de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen (de « N.M.B.S. »). Bij wijze van tegenprestatie heeft de Staat zich, krachtens artikel 39 van het tweede beheerscontract tussen de Staat en de N.M.B.S., ertoe verbonden om de door Nederland betaalde bijdrage (vermeerderd met interest) ter beschikking te stellen van de N.M.B.S. in drie opeenvolgende tranches van 6 183,2 miljoen Belgische frank uiterlijk 30 juni van elk van de jaren 1999, 2000 en 2001.

Voorliggend besluit beoogt de modaliteiten van deze terbeschikkingstelling te regelen. Deze geschiedt aanvankelijk in de vorm van een renteloze lening; deze lening wordt in kapitaal omgezet onmiddellijk na de openstelling van de HST-lijn tussen Antwerpen en Rotterdam, thans voorzien voor 2005.

In de eerste fase wordt HST-Fin gelast om de aanwending van de fondsen voor de realisatie van het Belgisch traject van de betrokken HST-lijn te controleren. De N.M.B.S. kan verplicht worden de lening terug te betalen in geval van tekortkoming aan een van haar verplichtingen krachtens dit besluit of inzake de goede uitvoering van de werken.

Na de openstelling van de lijn wordt de lening geconsolideerd in kapitaal, meer in het bijzonder in het deel van het maatschappelijk kapitaal van de N.M.B.S. bedoeld in artikel 56 van de wet van 20 december 1995 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen. Het gaat om het deel van het kapitaal dat thans wordt gevormd door de jaarlijkse dotaties van de Staat voor de financiering van investeringen die de N.M.B.S. doet in het kader van haar opdrachten van openbare dienst.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige,  
en zeer getrouwe dienaars,  
De Minister van Vervoer,  
M. DAERDEN  
De Minister van Financiën,  
J.-J. VISEUR

## AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Transports, le 7 avril 1999, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal « portant exécution de l'article 15 de la loi du 17 mars 1997 relative au financement du projet T.G.V. », a donné le 12 avril 1999 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« (l'urgence est motivée) ... par le fait qu'aux termes de l'article 21 de son deuxième contrat de gestion avec l'Etat, la S.N.C.B. s'est engagée à mettre tout en œuvre pour réaliser l'intégralité du réseau T.G.V. sur le territoire. L'Etat s'est engagé à mettre cette contribution à la disposition de la S.N.C.B. en trois tranches égales, dont la première doit être versée pour le 30 juin 1999 au plus tard. »

Le Conseil d'Etat, section de législation, se limite, conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, à examiner le fondement juridique, la compétence de l'auteur de l'acte ainsi que l'accomplissement des formalités prescrites.

Sur ces trois points le projet appelle une observation fondamentale.

L'article 15 de la loi du 17 mars 1997 relative au financement du projet T.G.V., visé à titre de fondement au projet, prévoit ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, prendre toutes les mesures utiles en vue de régler la mise à disposition de la S.N.C.B., de la somme que le Royaume des Pays-Bas paierait à l'Etat à titre de contribution à la réalisation du tronçon du projet T.G.V. entre Anvers et la frontière néerlandaise selon le tracé dit E19.

§ 2. L'arrêté visé au § 1<sup>er</sup> peut modifier, compléter, remplacer ou abroger les dispositions légales en vigueur.

Les pouvoirs accordés au Roi par le présent article expirent le 31 juillet 1998. Après cette date, l'arrêté pris en vertu de ces pouvoirs ne peut être modifié, complété, remplacé ou abrogé que par une loi. »

Il découle de l'article 15, § 2, alinéa 2, que depuis le 31 juillet 1998 le Roi ne dispose plus d'habilitation légale pour prendre un arrêté tel que celui en projet, à la seule exception de l'article 6 qui trouve un fondement légal dans l'article 59 de la loi du 20 décembre 1995 portant les dispositions financières et diverses (1).

Certes, une loi actuellement en projet modifie l'article 15, § 2, alinéa 2, de la loi du 17 mars 1997 afin de prolonger l'habilitation donnée au Roi jusqu'au 30 juin 1999 (2).

Le processus parlementaire d'adoption de la loi modificative n'est cependant pas entièrement terminé, et cette loi n'est ni sanctionnée ni promulguée (3).

La saisine de la section de législation du Conseil d'Etat apparaît, dès lors, comme prématurée.

La chambre était composée de :

Président de chambre : M. R. Andersen.

Conseillers d'Etat : MM. C. Wettinck, Y. Kreins.

Assesseurs de la section de législation : MM. P. Gothot, J.-M. Favresse.

Greffier assumé : Mme B. Vigneron.

Le rapport a été présenté par Mme P. Vandernacht, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. C. Amelynck, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. Andersen.

Le greffier,  
B. Vigneron

Le président,  
R. Andersen

## Note

(1) *Moniteur belge* du 23 décembre 1995.

(2) Projet de loi « portant des dispositions budgétaires et diverses », Doc. parl., Chambre, 1998-1999, n<sup>o</sup> 1937.

(3) Ce qu'a confirmé le chef de cabinet du Ministre des Transports, contacté par téléphone le 8 avril 1999.

## ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 7 april 1999 door de Minister van Vervoer verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot uitvoering van artikel 15 van de wet van 17 maart 1997 betreffende de financiering van het HST-project », heeft op 12 april 1999 het volgende advies gegeven :

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief aldus :

« (l'urgence est motivée) ... par le fait qu'aux termes de l'article 21 de son deuxième contrat de gestion avec l'Etat, la S.N.C.B. s'est engagée à mettre tout en œuvre pour réaliser l'intégralité du réseau T.G.V. sur le territoire. L'Etat s'est engagé à mettre cette contribution à la disposition de la S.N.C.B. en trois tranches égales, dont la première doit être versée pour le 30 juin 1999 au plus tard. »

De Raad van State, afdeling wetgeving, beperkt zich, overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State tot het onderzoek van de rechtsgrond, van de bevoegdheid van de steller van de handeling alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

Over deze drie punten van het ontwerp behoort een fundamentele opmerking te worden gemaakt.

Artikel 15 van de wet van 17 maart 1997 betreffende de financiering van het HST-project, dat als rechtsgrond van het ontwerp wordt vermeld, bepaalt :

« § 1. De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, alle nuttige maatregelen nemen tot regeling van de terbeschikkingstelling aan de N.M.B.S. van de som die het Koninkrijk de Nederlanden aan de Staat zou betalen als bijdrage tot de verwezenlijking van het traject van het HST-project tussen Antwerpen en de Nederlandse grens volgens het zogenaamde E19-tracé.

§ 2. Het in § 1 bedoelde besluit kan de geldende wettelijke bepalingen wijzigen, aanvullen, vervangen of opheffen.

De in dit artikel aan de Koning verleende bevoegdheden verstrijken op 31 juli 1998. Na deze datum kan het besluit, genomen krachtens deze bevoegdheden, slechts bij wet worden gewijzigd, aangevuld, vervangen of opgeheven. »

Uit artikel 15, § 2, tweede lid, vloeit voort dat de Koning sinds 31 juli 1998 niet langer de door de wet verleende machtiging heeft om een besluit zoals het ontworpen besluit uit te vaardigen, met uitzondering van artikel 6, dat rechtsgrond ontleent aan artikel 59 van de wet van 20 december 1995 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen (1).

Weliswaar wordt artikel 15, § 2, tweede lid, van de wet van 17 maart 1997, bij een wet die thans nog in het stadium van een ontwerp is, gewijzigd om de aan de Koning verleende machtiging tot 30 juni 1999 te verlengen (2).

De parlementaire procedure voor de goedkeuring van de wijzigingswet is evenwel nog niet helemaal rond en die wet is noch bekrachtigd, noch afgekondigd (3).

Bijgevolg lijkt de adviesaanvraag bij de afdeling wetgeving van de Raad van State te vroeg te komen.

De kamer was samengesteld uit :

Kamervoorzitter : de heer R. Andersen.

Staatsraden : de heren C. Wettinck, Y. Kreins.

Assessoren van de afdeling wetgeving : de heren P. Gothot, J.-M. Favresse.

Toegevoegd griffier : Mevr. B. Vigneron.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. P. Vandernacht, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer C. Amelynck, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer R. Andersen.

De griffier,  
B. Vigneron.

De voorzitter,  
R. Andersen

## Nota

(1) *Belgisch Staatsblad* van 23 december 1995.

(2) Wetsontwerp « houdende budgettaire en diverse bepalingen », Gedr. St., Kamer, 1998-1999, nr. 1937.

(3) Wat bevestigd is door de kabinetschef van de Minister van Vervoer, met wie op 8 april 1999 telefonisch contact is opgenomen.

**28 MAI 1999. — Arrêté royal portant exécution de l'article 15 de la loi du 17 mars 1997 relative au financement du projet TGV**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 17 mars 1997 relative au financement du projet TGV, notamment l'article 15, modifié par la loi du 3 mai 1999;

Vu la loi du 20 décembre 1995 portant des dispositions fiscales, financières et diverses, notamment les articles 56 et 59;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 26 mars 1999;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 30 mars 1999;

Vu l'urgence motivée par le fait qu'aux termes de l'article 21 de son deuxième contrat de gestion avec l'Etat, la Société nationale des Chemins de fer belges (la « S.N.C.B. ») s'est engagée à tout mettre en œuvre pour réaliser l'intégralité du réseau TGV sur le territoire belge, y compris le tronçon entre Anvers et la frontière néerlandaise, pour le début de l'an 2006; que le programme de réalisation de ce tronçon entraîne des dépenses significatives à partir de l'an 1999; qu'en application d'un traité signé le 21 décembre 1996 avec la Belgique, les Pays-Bas ont payé à la Belgique une contribution de 823 millions de florins pour couvrir les surcoûts qu'entraîne la construction de la ligne TGV entre Anvers et Rotterdam selon le tracé longeant l'autoroute E19-A16; que, dans l'article 39 du contrat de gestion précité, l'Etat s'est engagé à mettre cette contribution à la disposition de la S.N.C.B. en trois tranches égales, dont la première doit être versée pour le 30 juin 1999 au plus tard; qu'il convient d'éviter que la S.N.C.B. soit amenée à préfinancer des dépenses que ladite contribution est destinée à couvrir; qu'il importe dès lors d'organiser la mise à disposition de cette contribution dans les meilleurs délais;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 16 avril 1999, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3bis, § 1<sup>er</sup>;

Sur la proposition de Notre Ministre des Transports et de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'Etat accorde à la Société nationale des Chemins de fer belges, désignée ci-après la « S.N.C.B. », un prêt d'un montant de 18 549 600 000 (dix-huit milliards cinq cent quarante-neuf millions six cent mille) francs pour un terme de sept ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Le montant du prêt est versé à la S.N.C.B. en trois tranches successives de 6 183 200 000 (six milliards cent quatre-vingt trois millions deux cent mille) francs au plus tard le 30 juin de chacune des années 1999, 2000 et 2001.

Notre ministre qui a les transports ferroviaires dans ses attributions peut proroger le terme du prêt par trois périodes successives de douze mois si la mise en service de la ligne ferroviaire visée à l'article 2, premier alinéa, est retardée pour une cause non imputable à la S.N.C.B.

**Art. 2.** La S.N.C.B. affecte intégralement et exclusivement le produit du prêt visé à l'article 1<sup>er</sup> à la préparation et la construction du tronçon belge de la ligne ferroviaire visée à l'article 2 du Traité entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas concernant la construction d'une liaison ferroviaire pour trains à grande vitesse entre Rotterdam et Anvers, signé le 21 décembre 1996 et approuvé par la loi du 10 août 1998, désigné ci-après le « Traité ».

**28 MEI 1999. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 15 van de wet van 17 maart 1997 betreffende de financiering van het HST-project**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 17 maart 1997 betreffende de financiering van het HST-project, inzonderheid op artikel 15, gewijzigd bij de wet van 3 mei 1999;

Gelet op de wet van 20 december 1995 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen, inzonderheid op de artikelen 56 en 59;

Gelet op het advies van de Inspecteur van financiën, gegeven op 26 maart 1999;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 30 maart 1999;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat, luidens artikel 21 van haar tweede beheerscontract met de Staat, de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen (de « N.M.B.S. ») zich ertoe heeft verbonden om alles in het werk te stellen om tegen begin 2006 het volledige HST-net op Belgisch grondgebied te realiseren, inclusief het traject tussen Antwerpen en de Nederlandse grens; dat het programma voor de realisatie van dit traject significante kosten meebrengt vanaf 1999; dat, overeenkomstig een verdrag met België ondertekend op 21 december 1996, Nederland aan België een bijdrage van 823 miljoen gulden heeft betaald tot dekking van de meerkosten welke de aanleg van de HST-lijn tussen Antwerpen en Rotterdam volgens het tracé gebundeld met de autosnelweg E19-A16 meebrengt; dat, in artikel 39 van voornoemd beheerscontract, de Staat zich ertoe heeft verbonden om deze bijdrage ter beschikking te stellen van de N.M.B.S. in drie gelijke schijven, waarvan de eerste moet worden gestort uiterlijk 30 juni 1999; dat moet worden vermeden dat de N.M.B.S. kosten dient te prefinancieren waarvoor genoemde bijdrage is bestemd; dat het derhalve van belang is dat de terbeschikkingstelling van deze bijdrage zo spoedig mogelijk wordt geregeld;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 16 april 1999, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State, inzonderheid op artikel 3bis, § 1;

Op de voordracht van Onze Minister van Vervoer en Onze Minister van Financiën en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De Staat kent aan de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, hierna genoemd de « N.M.B.S. », een lening ten bedrage van 18 549 600 000 (achttien miljard vijfhonderd negenenvierzig miljoen zeshonderduizend) frank toe voor een termijn van zeven jaar te rekenen vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Het bedrag van de lening wordt aan de N.M.B.S. gestort in drie opeenvolgende schijven van 6 183 200 000 (zes miljard honderd drieëntachtig miljoen tweehonderduizend) frank uiterlijk op 30 juni van elk van de jaren 1999, 2000 en 2001.

Onze minister bevoegd voor het vervoer per spoor kan de termijn van de lening verlengen met drie opeenvolgende perioden van twaalf maanden indien de openstelling van de spoorlijn bedoeld in artikel 2, eerste lid, vertraging oploopt wegens een omstandigheid die niet toe te schrijven is aan de N.M.B.S.

**Art. 2.** De N.M.B.S. besteedt de opbrengst van de lening bedoeld in artikel 1 integraal en uitsluitend aan de voorbereiding en de aanleg van het Belgisch traject van de spoorlijn bedoeld in artikel 2 van het Verdrag tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk der Nederlanden betreffende de aanleg van een spoorverbinding voor hogesnelheidstreinen tussen Rotterdam en Antwerpen, ondertekend op 21 december 1996 en goedgekeurd door de wet van 10 augustus 1998, hierna genoemd het « Verdrag ».

L'affectation des fonds est contrôlée par la Financière T.G.V. au moyen des informations et mesures de contrôle prévues en application de l'article 3, § 2, alinéa 2, de la loi du 17 mars 1997 relative au financement du projet TGV.

**Art. 3.** La S.N.C.B fournit à Notre ministre qui a les transports ferroviaires dans ses attributions, à la première demande de celui-ci, toutes les informations que l'Etat pourrait, en vertu de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, du Traité, être amené à fournir au Comité d'accompagnement visé à l'article 6 du Traité. Le même ministre peut requérir que les informations de nature financière ou comptable soient attestées par le collège des commissaires de la S.N.C.B.

Dès qu'elle en a connaissance, la S.N.C.B. avertira immédiatement et par écrit le ministre précité de tout événement de force majeure, au sens de l'article 8, § 1<sup>er</sup>, du Traité, qui est susceptible d'empêcher ou de retarder la bonne exécution des travaux visés à l'article 2, premier alinéa, conformément aux dispositions du Traité.

**Art. 4.** Le prêt visé à l'article 1<sup>er</sup> doit être remboursé avant son échéance par la S.N.C.B. à la première demande de l'Etat :

1° en cas de manquement de la S.N.C.B. à l'une de ses obligations en vertu des articles 2 et 3 ou à l'une des obligations qui lui incombent en vue de la construction du tronçon belge de la ligne ferroviaire visée à l'article 2, premier alinéa, en vertu de l'article 21 du contrat de gestion entre l'Etat et la S.N.C.B., approuvé par l'arrêté royal du 25 septembre 1997;

2° à concurrence des indemnités qui seraient dues par l'Etat aux Pays-Bas en vertu de l'article 5, §§ 2 ou 3, du Traité, et selon le calendrier prévu à l'article 5, § 4, du Traité, pour autant que le retard soit imputable à la S.N.C.B.;

3° à concurrence du montant que l'Etat devrait restituer aux Pays-Bas en vertu de l'article 8, § 5, du Traité.

**Art. 5.** Dès la mise en service de la ligne ferroviaire visée à l'article 2, premier alinéa, conformément aux dispositions du Traité, l'Etat apporte la créance résultant du prêt visé à l'article 1<sup>er</sup> au capital de la S.N.C.B. sous déduction, le cas échéant, des montants dont la S.N.C.B. serait redevable en vertu de l'article 4. L'article 40, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques n'est pas applicable à cette augmentation du capital.

**Art. 6.** L'article 56, premier alinéa, de la loi du 20 décembre 1995 portant des dispositions fiscales, financières et diverses est complété comme suit :

« Le capital de la même société est également augmenté par l'apport de la créance de l'Etat visée à l'article 5 de l'arrêté royal du 28 mai 1999 portant exécution de l'article 15 de la loi du 17 mars 1997 relative au financement du projet TGV ».

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 6, qui entre en vigueur à la date de mise en service de la ligne ferroviaire visée à l'article 2, premier alinéa.

**Art. 8.** Notre Ministre qui a les transports ferroviaires dans ses attributions et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Transports,

M. DAERDEN

Le Ministre des Finances,

J.-J. VISEUR

De bestemming van de fondsen wordt gecontroleerd door HST-Fin aan de hand van de informatie en controlemaatregelen bepaald met toepassing van artikel 3, § 2, lid 2, van de wet van 17 maart 1997 betreffende de financiering van het HST-project.

**Art. 3.** De N.M.B.S. bezorgt Onze minister bevoegd voor het vervoer per spoor, op diens eerste verzoek, alle informatie die de Staat, krachtens artikel 4, § 1, van het Verdrag, zou dienen te verstrekken aan het Opvolgingscomité bedoeld in artikel 6 van het Verdrag. Dezelfde minister kan vereisen dat de informatie van financiële of boekhoudkundige aard wordt geattesteerd door het college van commissarissen van de N.M.B.S.

Van zodra zij hiervan kennis heeft, brengt de N.M.B.S. onverwijld voornoemde minister schriftelijk op de hoogte van elk geval van overmacht, in de zin van artikel 8, § 1, van het Verdrag, dat de goede uitvoering van de werken bedoeld in artikel 2, eerste lid, overeenkomstig de bepalingen van het Verdrag kan verhinderen of vertragen.

**Art. 4.** De lening bedoeld in artikel 1 moet vóór de vervaldag door de N.M.B.S. worden terugbetaald op het eerste verzoek van de Staat :

1° in geval van tekortkoming van de N.M.B.S. aan één van haar verplichtingen krachtens de artikelen 2 en 3 of aan één van haar verplichtingen inzake de aanleg van het Belgisch traject van de spoorlijn bedoeld in artikel 2, eerste lid, krachtens artikel 21 van het beheerscontract tussen de Staat en de N.M.B.S., goedgekeurd door het koninklijk besluit van 25 september 1997;

2° ten belope van de vergoedingen die de Staat aan Nederland zou verschuldigd zijn krachtens artikel 5, §§ 2 of 3, van het Verdrag, en volgens de kalender bepaald in artikel 5, § 4, van het Verdrag, voor zover de vertraging te wijten is aan de N.M.B.S.;

3° ten belope van het bedrag dat de Staat krachtens artikel 8, § 5, van het Verdrag aan Nederland zou moeten terugbetalen.

**Art. 5.** Onmiddellijk na openstelling van de spoorlijn bedoeld in artikel 2, eerste lid, overeenkomstig de bepalingen van het Verdrag, brengt de Staat de schuldvordering ingevolge de lening bedoeld in artikel 1 in het kapitaal van de N.M.B.S. in na aftrek, in voorkomend geval, van de bedragen die de N.M.B.S. zou verschuldigd zijn krachtens artikel 4. Artikel 40, § 1, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven is niet van toepassing op deze kapitaalverhoging.

**Art. 6.** Artikel 56, eerste lid, van de wet van 20 december 1995 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen wordt aangevuld als volgt :

« Het kapitaal van dezelfde maatschappij wordt eveneens verhoogd met de inbreng van de schuldvordering van de Staat bedoeld in artikel 5 van het koninklijk besluit van 28 mei 1999 tot uitvoering van artikel 15 van de wet van 17 maart 1997 betreffende de financiering van het HST-project ».

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 6, dat in werking treedt op de datum van openstelling van de spoorlijn bedoeld in artikel 2, eerste lid.

**Art. 8.** Onze Minister bevoegd voor het vervoer per spoor en Onze Minister van Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 mei 1999

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Vervoer,

M. DAERDEN

De Minister van Financiën,

J.-J. VISEUR